

18 septembre 2012

Déclaration de politique générale du Gouvernement



REGERINGEN

Gouvernement suédois

Majestés, Altesses Royales, Monsieur le président de l'Assemblée nationale, Mesdames et Messieurs les députés,

Notre monde se transforme. La carte de notre monde connaît également des mutations politiques, sociales, économiques, technologiques ainsi qu'écologiques. De nouvelles puissances, de nouvelles entreprises et de nouvelles technologies font leur apparition. Le cadre de nos structures économiques est en perpétuel ajustement, la dernière fois en date après la crise financière de 2008. Les acquis technologiques et scientifiques - mais aussi démocratiques et économiques - de notre époque sont sans égal à l'échelle historique. Tout le potentiel de l'informatique, dont l'installation exigeait à l'origine une salle entière, se glisse aujourd'hui dans notre poche. L'information, qui supposait hier un accès aux bibliothèques et amphithéâtres des universités, est aujourd'hui accessible à tous par une seule connexion à Internet.

Dans ce nouveau monde, marqué par une concurrence accrue et la pression du changement, certains pans de notre Europe ont des difficultés à s'imposer. La crise économique entre aujourd'hui dans sa cinquième année. Cinq années de

réductions de personnel et d'augmentations d'impôts ayant mis à rude épreuve les populations de bien des pays européens. Cinq années de chômage important, de croissance réduite, de dettes croissantes et d'exclusion sociale en augmentation. Cinq années ayant mis à mal l'idée d'ouverture, de communauté et de solidarité.

Dans plusieurs pays qui nous sont proches, nombre de gens se réveillent chaque matin avec la peur au ventre. Peur de l'avenir, peur de perdre leur travail ou de voir leurs enfants avoir des difficultés à trouver du travail à l'âge adulte. Peur aussi de voir leur salaire diminuer et leurs impôts augmenter de nouveau. Peur de voir de nouvelles taxes apparaître dans les mondes de la santé et de l'enseignement.

En dépit de toutes les réunions de crise, de tous les efforts communs, nous ne voyons pas la fin de cette crise. La seule chose dont nous sommes sûrs, c'est qu'elle exigera de nous plusieurs années encore d'efforts pour sortir l'Europe de l'ornière dans laquelle elle se trouve.

Monsieur le Président,

La Suède n'est pas une enclave isolée. Nous faisons partie de l'Europe. Nous sommes également

marqués par la crise. Quand la baisse de conjoncture frappe nos voisins, nous en ressentons les ondes de choc. Parallèlement, la réalité à laquelle sont confrontés bien des pays européens n'est pas celle à laquelle est confrontée la Suède. Menée aussi bien par l'ancien gouvernement que le présent, une politique économique responsable et axée sur les réformes a permis à la Suède de traverser la crise sans trop de dommages. Grâce au principe du travail d'abord qui a renforcé la volonté de travailler et à une politique responsable, vigilante de préservation des finances publiques, la Suède repose sur des fondements stables et solides et se voit en mesure de gérer la crise financière. Nous avons en mesure de miser sur les emplois et la politique de bien-être. Nous avons pu fournir des ressources financières aux communes. Nous avons défendu la stabilité financière sans pour autant en faire pâtir les contribuables.

La Suède a déjà mené à bien un bon nombre des réformes dont ont besoin les pays européens. Des réformes, comme l'encadrement de la politique financière avec plafonnement des dépenses avec pour objectif de dégager des excédents, de remettre de l'ordre dans nos finances publiques. Un système de retraites durable. Des réformes structurelles

accroissant notre compétitivité. Une politique de l'emploi visant à rendre le travail plus rentable.

La croissance et l'emploi ont eu un développement plus favorable en Suède que dans la plupart des autres pays européens. Nos finances publiques figurent parmi les plus solides d'Europe. Alors que la dette de la majorité des pays européens augmentait, celle de la Suède diminuait.

Nos activités économiques ont fait preuve de beaucoup de robustesse. Voilà pourquoi la Suède, en ces temps incertains, peut choisir une autre voie que celle de nombreux pays européens. Nous pouvons investir en Suède - dans la connaissance et le développement. Nous pouvons investir dans la cohésion sociale - dans le bien-être et le plein emploi. Nous pouvons investir dans l'espoir d'un avenir meilleur - dans l'espérance et l'engagement humain. Nous pouvons investir dans les femmes et les hommes. C'est de cette manière que nous rendons la Suède plus forte.

Aux élections de 2010, l'Alliance - le Parti modéré, le Parti du peuple, le Parti du centre et les Démocrates-chrétiens suédois - se voyait à nouveau

confier la responsabilité du pouvoir par le peuple suédois qui a ainsi renouvelé sa confiance en nos capacités à mener une politique se fondant sur la capacité des individus à s'investir et se prendre en charge. En même temps que nous sommes conscients de la fragilité des individus et du soutien dont ils ont besoin dans les différentes phases de leur existence. Si l'homme a besoin de liberté, il a également besoin de sécurité.

Nous croyons en une société basée sur le travail, le bien-être et la cohésion sociale. Une société égalitaire ne limitant pas la liberté des personnes. Une société où les institutions démocratiques - libertés d'expression et de la presse, indépendance des administrations et juridictions, autonomie locale, famille et société civile - sont fortes.

Dans sa déclaration de politique général de 2010, le gouvernement présentait les orientations de sa politique et les formes de coopération au sein de l'Assemblée pour la présente législature. Celle-ci reste valable.

Monsieur le Président,

Notre monde se transforme. La Suède s'intègre de plus dans le monde l'entourant. Cette intégration fournit la possibilité d'accroître commerce, productivité et croissance. Dans le même temps, la concurrence internationale ne cesse de s'aiguiser. Cela exige de nous que nous puissions nous adapter. Nombreux sont ceux à devoir changer d'emploi, de secteur d'activité, de carrière - parfois pas une seulement mais plusieurs fois.

De nouveaux concurrents, venant de dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil et certaines parties de l'Afrique, exigent de nos entreprises un grand dynamisme associé à une large adaptabilité. Notre prospérité repose sur le maintien dans la compétition mondiale de nos industries d'exportation. Sur le marché mondial, les entreprises suédoises doivent s'imposer par leur savoir-faire et leur qualité, non par de bas salaires et des conditions de travail médiocres.

En ces temps incertains, la Suède a, à l'inverse de beaucoup d'autres pays, les moyens d'investir dans l'avenir. Nous avons les ressources dont manquent d'autres pays. Nous avons la possibilité de faire ce que d'autres pays voudraient faire mais n'en ont pas les moyens. Nous sommes en mesure d'apprécier les

problèmes quotidiens. Et de porter nos yeux au-delà de notre petit horizon. Nous pouvons investir dans les infrastructures, la recherche et l'innovation, l'entrepreneuriat, la formation et le logement. Nous pouvons doter la Suède de structures lui permettant de faire face à une concurrence féroce. Nous pouvons doter la Suède de structures ne lui permettant non seulement de défendre les emplois présents, mais aussi de générer les emplois de demain.

La Suède se doit de disposer d'un système de transport performant et durable. Un système de transport facilitant les allers et retours entre le domicile et le travail ou l'école, facilitant également la livraison des produits des entreprises. Un système de transport rendant la vie plus facile. Un système de transport renforçant la cohésion du pays. Voilà pourquoi le gouvernement augmente de manière significative les crédits destinés aux infrastructures. La construction d'une nouvelle ligne à grande vitesse entre Stockholm et Linköping est mise en chantier, ainsi que la première étape de la ligne Göteborg-Borås.

Ces investissements ont un caractère historique dans la mesure où la ligne principale existante fut

mise en chantier dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Nous accordons également 36 milliards de couronnes à l'exploitation et à l'entretien des routes et des voies ferrées. Ceci devrait permettre d'augmenter leur capacité et de réduire les perturbations survenant sur nos réseaux routier et ferroviaire. En tout, nous investissons encore plus de 100 milliards de couronnes dans les infrastructures au cours de la prochaine période de planification. À cela viennent s'ajouter des crédits destinés à venir en aide à l'implantation du haut débit dans les campagnes suédoises. Voilà dans quoi la Suède investit.

Recherche et innovations posent les fondements d'une société à forte intensité de connaissances, où hommes et entreprises peuvent se développer et engendrer une croissance élevée. La Suède doit continuer d'être une nation à l'avant-garde dans le domaine de la recherche. Nous nous devons de défendre les centres d'excellence pour la recherche nés de la concertation entre universités et entreprises.

Pour que, dans l'avenir, la Suède puisse conserver sa position de nation de pointe dans les domaines de la recherche et de l'innovation, le gouvernement

propose que de larges investissements soient effectués dans ces secteurs, et ce dans le cadre de la proposition de loi sur la recherche et l'innovation. Nous procédons à de larges investissements dans les universités et établissements d'enseignement supérieur ainsi qu'à des investissements ciblés sur la recherche, notamment dans le domaine des sciences de la vie et de l'aménagement durable de l'espace. Voilà dans quoi la Suède investit.

La Suède se doit de posséder des climat et esprit d'entreprise d'avant-garde. Pour rendre les investissements en Suède plus attractifs, le gouvernement envisage de proposer une baisse de l'impôt sur les sociétés. Cela donne de bonnes raisons aux entreprises d'accroître leurs investissements en Suède, ce qui - à son tour - doit déboucher sur un accroissement de la productivité, une augmentation des salaires réels et une élévation du niveau de l'emploi. Les travaux engagés pour revoir l'imposition des entreprises sont poursuivis. Il doit être facile et rentable de mener des entreprises en Suède. Pour stimuler l'accès aux capitaux des nouvelles entreprises et de celles à croissance plus lente, nous entendons introduire un abattement fiscal sur les investissements. C'est de cette manière que nous entendons apporter notre

soutien aux industriels. Voilà dans quoi la Suède investit.

La Suède dispose d'un système éducatif de premier rang. Une école de la connaissance dotant chaque élève, quelles que soient ses origines, de moyens lui permettant de se débrouiller dans la vie et sur le marché du travail. Une école fournissant aux jeunes des outils les rendant capables de façonner leur propre avenir.

Le gouvernement a mené à bien tout un volet de réformes pour renforcer l'enseignement. Un nouveau système de notation, un nouveau second cycle de l'enseignement secondaire, une nouvelle loi sur l'école, de nouveaux programmes d'enseignement et d'études ainsi qu'une nouvelle formation des enseignants ont été mis en place. Si des pas importants ont été faits, nous restons conscients qu'il faudra du temps pour que ces réformes portent véritablement leurs fruits et que beaucoup reste à faire. Nous devons maintenant renforcer les moyens accordés aux jeunes chômeurs pour reprendre et achever leurs études secondaires. Nous entendons également améliorer les filières professionnelles des lycées. Dans l'année qui vient,

nous offrirons 18 000 nouvelles places dans le système éducatif. Voilà dans quoi la Suède investit.

La Suède doit disposer d'un marché du logement performant. Ceci offrira aux individus un éventail accru de choix et leur permettra de se déplacer pour leurs études ou leur travail. Voilà pourquoi nous entendons améliorer l'accès au logement. Il deviendra plus facile de sous-louer. Cela augmente la mobilité et donne, aux jeunes notamment, une meilleure possibilité de trouver un logement. La taxe foncière des appartements locatifs et en accès à la propriété sera abaissée. Le processus de planification de la construction verra son efficacité s'améliorer. Pour augmenter le nombre des logements d'étudiants, nous entendons, à court terme, stimuler leur construction en même temps que, pour en favoriser la construction à terme, nous révisons l'actuel règlement de leur construction et apportons notre soutien aux solutions innovatrices. Voilà dans quoi la Suède investit.

Monsieur le Président,

La valeur travail est à la source de notre bien-être et de notre cohésion sociale. Notre bien-être dépend

des efforts d'un chacun. Nous sommes tous indispensables. Ce qui explique que nous ayons tous un travail, dans l'ensemble du pays. Le travail favorise sentiments de communauté, sécurité et amour-propre ; il renforce également l'identité de chacun. L'objectif de la politique du gouvernement est le plein-emploi. Selon le principe du travail d'abord, travail, études et prise de responsabilités doivent être payants. Les régimes de sécurité sociale doivent être conçus pour promouvoir un retour au travail. Il nous faut une politique du marché du travail active et efficace.

Le gouvernement a fait qu'il est devenu plus rentable de travailler, notamment en réduisant le poids des impôts sur le groupe des faibles et moyens revenus et en modifiant les régimes d'indemnisation. Nous avons également réformé la politique suédoise du marché du travail de manière à améliorer et rendre plus évidentes les voies permettant d'y accéder.

En dépit d'une crise économique profonde ayant eu des répercussions sur le chômage, la politique en faveur de l'emploi a porté ses effets en augmentant le taux d'emploi et en réduisant l'exclusion sociale. Cela dit, bien des défis restent à surmonter. Le

principe du travail d'abord doit encore être renforcé, les seuils de difficultés abaissés, notamment par la mise en place de mesures ciblées destinées aux chômeurs percevant une aide financière.

L'entrée des jeunes sur le marché du travail doit être facilitée. Les jeunes n'ayant pas passé leur baccalauréat et ceux d'origine étrangère ont besoin d'être soutenus pour pouvoir s'établir sur le marché du travail.

Il nous faut rendre plus souple le passage de l'école à la vie active, augmenter la demande de jeunes et renforcer les offres d'emploi leur étant destinées, enfin améliorer la mise en correspondance sur le marché du travail. L'apprentissage de métiers doit être renforcé, les activités de réinsertion améliorées et les efforts engageant aux études favorisés. Voilà dans quoi la Suède investit.

Coopérant avec les syndicats de salariés et les employeurs dans le cadre d'un pacte pour l'emploi, le gouvernement œuvre également en faveur d'une baisse des seuils permettant d'entrer sur le marché du travail. Dans un pacte de ce genre, les partenaires sociaux veilleraient à ce qu'un nombre beaucoup plus important de jeunes soient embauchés dans le

cadre d'accords de premier emploi tandis que l'État contribuerait à soutenir ces emplois dans le cadre de ces accords.

Pour mettre en place un marché du travail plus inclusif sont engagées des actions permettant d'accroître les possibilités de travail des personnes handicapées ayant une capacité réduite de travail.

La Suède doit pouvoir mieux tirer profit des capacités d'un chacun. Chacun doit, en fonction de ses capacités et en gagnant sa vie, contribuer à la croissance et au bien-être. Aujourd'hui, nous introduisons une année pratique de base pour les nouveaux immigrants disposant d'une formation limitée. Nous instaurons 6 000 places de stage facilitant l'accès au marché du travail. L'allocation parentale sera revue de manière à rendre plus facile l'accès des femmes étrangères nouvellement arrivées en Suède au marché du travail. Nous accroissons le nombre d'heures d'enseignement aux élèves des collèges nouvellement arrivés en Suède. Nous exigeons des personnes nouvellement arrivées en Suède qu'elles acceptent les offres d'emploi qui leur sont proposés. La qualité de l'enseignement du suédois pour les étrangers sera améliorée. Les attitudes - racisme, intolérance, discrimination - ne

permettant pas aux étrangers de parvenir au sommet de leurs capacités seront combattues avec beaucoup de fermeté.

Monsieur le Président,

Dans le monde qui nous entoure, les personnes vulnérables et défavorisées sont victimes de réductions de personnel et d'économies. Ce n'est pas notre choix. Ce n'est pas la voie qu'a choisie la Suède. La Suède peut et doit investir dans la cohésion sociale et le bien-être. Dans le système de santé et de soins. Dans la réduction de l'exclusion. Dans une aide économique aux groupes défavorisés. Dans l'égalité des chances. Dans un système judiciaire efficace. Dans la culture, l'environnement et le climat, l'avenir.

La Suède figure parmi les pays du monde au sein desquels les disparités de revenus sont les plus faibles. Nous continuerons d'avoir une ambitieuse politique de répartition des revenus. Tout Suédois doit avoir sa part de la croissance et du bien-être ainsi créés. Politique de plein-emploi et réduction de l'exclusion sont les meilleurs moyens de réduire les écarts existants. C'est en augmentant le nombre

des travailleurs et en diminuant celui des prestataires sociaux que l'on tend à faire disparaître les différences salariales existant dans la société.

Un système social et de santé, un enseignement financés par la collectivité contribuent à uniformiser les conditions de vie et le bien-être des habitants. Dans les principaux secteurs sociaux, le gouvernement a attribué près de 25 milliards de couronnes depuis 2006 et s'apprête à renforcer ses efforts dans le budget à venir. C'est ainsi que nous investissons dans la cohésion sociale.

Le système social et de santé doit se caractériser par un haut niveau de qualité et une grande facilité d'accès. Les besoins des malades doivent être reconnus comme prioritaires, leurs droits bien définis et leur liberté de choix pleinement assurée. Nous renforçons actuellement le contrôle du système de santé et la prise en charge du troisième âge. Les personnes en situation irrégulière dans le pays se verront accorder un meilleur accès aux soins.

La cohésion nationale est également assurée par la redistribution des ressources effectuée par le biais de l'impôt et du système d'allocations. Depuis 2006, le présent gouvernement a mis en place des réformes importantes pour renforcer la cohésion

nationale. Elles portent notamment sur le relèvement de l'allocation logement, de l'aide aux études, de l'allocation complémentaire de famille nombreuse et de l'abattement à la base des retraités. Nous entendons faire plus. Au centre de nos préoccupations : la baisse des impôts des retraités, le relèvement de l'allocation logement des retraités vivant seuls, du seuil de perception de l'allocation parentale d'éducation, des allocations familiales versés aux étudiants ayant charge d'enfants. Voilà comme nous entendons prendre nos responsabilités pour que, aujourd'hui comme demain, soit assurée la cohésion de notre société.

Dans une société solidaire, la sécurité de chaque individu doit pouvoir être assurée au quotidien. Criminalité et violence génèrent insécurité et souffrances humaines. Les personnes vivant dans l'insécurité ne peuvent prendre part à la société à cent pour cent. Les formes graves d'une criminalité transnationale de mieux en mieux organisée menacent la liberté d'un nombre trop important de Suédois, en particulier les plus défavorisés et ceux d'origine étrangère. Cela, nous ne pourrons jamais l'accepter. La société se doit de réagir par des

mesures explicites et efficaces contre la criminalité et ses origines. Une police accessible et visible doit être présente dans l'ensemble du pays.

Depuis 2006, le gouvernement a, dans le domaine de la justice, fait des efforts jamais consentis à l'époque moderne pour réduire la criminalité et accroître la sécurité des individus. En augmentant de 2 500 le nombre des fonctionnaires de police, en aggravant les peines et en mettant l'accent sur l'assistance aux victimes de faits délictueux, nous avons placé la sécurité des personnes au centre de nos préoccupations. Mais beaucoup reste encore à faire. L'insécurité est toujours trop importante et le taux d'élucidation des crimes et délits trop faible.

Voilà pourquoi, l'an prochain, le gouvernement investira encore 1,5 milliard de couronnes dans le système judiciaire. Ce qui, par rapport à 2006, augmente les crédits accordés au système judiciaire de plus de 10 milliards de couronnes. Ceci représentant une augmentation extrêmement sensible des moyens du système judiciaire, nous en attendons une amélioration notoire de ses résultats.

Nous entendons poursuivre nos efforts et alourdir les peines prononcées dans les cas de mauvais traitements répétés, de menaces proférées à des

proches et de faits d'abus sexuels. Nous examinons par ailleurs dans quelle mesure il est nécessaire et possible d'alourdir les peines prononcées dans les cas de cambriolages et de criminalité organisée.

Les actions engagées contre les jeunes délinquants doivent être sans équivoque et précoces. La prévention de la toxicomanie et des facteurs de risque est une nécessité. Les différentes composantes du système judiciaire doivent devenir plus efficaces.

Qui dit société solidaire, dit aussi société équitable. Une société au sein de laquelle femmes et hommes ont les mêmes moyens de grandir et de s'épanouir en tant qu'individu. Une société au sein de laquelle les femmes - sœurs, filles et mères - ont les mêmes possibilités que les hommes - frères, fils et pères - de façonner la société et leur vie personnelle.

Nous n'en sommes malheureusement pas encore là. Le pays où l'égalité des chances est la plus développée reste encore un pays où de nombreuses inégalités subsistent. Les femmes y sont victimes de discriminations, de violences, sont plus mal payées, assument la plus grande partie des tâches domestiques et n'ont pas les mêmes moyens de faire carrière. Nous ne pouvons accepter cette situation.

Voilà pourquoi les actions en faveur d'une égalité accrue des chances doivent se poursuivre de manière inlassable. Des actions en faveur d'une répartition plus égale du pouvoir et de l'influence, en faveur d'une plus grande parité économique, en faveur d'une prévention accrue de la violence des hommes à l'égard des femmes continuent de faire partie de nos priorités. C'est de cette manière que nous investissons en faveur de la cohésion nationale.

Richesse et variété de notre vie culturelle sont importantes pour que la Suède soit un pays dans lequel il fait bon vivre. Enfants et jeunes doivent pouvoir très tôt profiter d'activités culturelles. « Une école pour la promotion de la création artistique », la plus importante réforme du gouvernement en matière de culture, a pour objet de fournir à chaque enfant les moyens de découvrir la culture et de développer ses dons créatifs.

Notre climat se transforme. Ce qui entraîne des défis et exige de nous d'agir dans bien des secteurs. La Suède est et continuera d'être une nation-pilote en matière d'énergie, de climat et d'environnement. Une politique responsable implique que nous

mettions l'accent sur un développement durable. Le gouvernement œuvre en faveur d'une politique énergétique, climatique et environnementale orientée vers l'avenir, durable à terme et visant à réduire les émissions nocives et leurs effets en Suède et dans le reste du monde.

Nous souhaitons fournir des ressources destinées à réduire les émissions ayant un impact climatique et à protéger des milieux naturels d'intérêt. Nous augmentons les ressources destinées à la recherche énergétique. Par ailleurs, nous investissons dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et prolongeons notre soutien aux sources d'énergie renouvelables.

Monsieur le Président,

Notre monde se transforme. À l'ère de la mondialisation, le pouvoir économique et politique se modifie avec grande rapidité. De nouveaux acteurs font leur apparition. Une mondialisation durable donnant sur une liberté à la fois économique et politique pour de plus en plus de citoyens du monde est dans l'intérêt de tous.

Les grands principes de la politique étrangère suédoise restent les mêmes. Nous croyons en la coopération internationale et la coexistence pacifique entre les pays. C'est de cette manière que nous assurons la sécurité à venir de notre pays, c'est de cette manière également que, moralement, nous prenons nos responsabilités pour contribuer à une amélioration de ce monde. Nous œuvrons pour que, partout dans le monde, soient respectées les droits de la personne. Des institutions démocratiques, la liberté de la presse, le libre-échange, le respect des droits internationaux et des droits de l'homme sont à la source de relations internationales pacifiques. La coopération nordique, celles existant au sein de l'UE et des Nations unies, servent d'assises essentielles à notre collaboration en matière de politique étrangère.

En 2013, la Suède, qui présidera le Conseil nordique des ministres, y donnera la priorité à la lutte contre l'exclusion sociale des jeunes mais également aux défis liés à la compétitivité, la démographie et l'environnement.

Notre politique de sécurité continuera d'être façonnée dans un large consensus national. Les grandes lignes de notre politique de sécurité restent

inchangées. Il va sans dire que la Suède ne restera pas passive dans le cas où un autre pays de l'Union européenne ou un autre pays nordique serait victime d'une catastrophe ou d'une agression. Nous nous attendons en contrepartie que ces pays agissent de la même manière si c'était la Suède devait en être victime.

Il est, en ces temps de crise économique, facile d'oublier les avantages qu'apporte notre adhésion à l'Union européenne. Un accès au plus grand marché unique mondial – pour le consommateur comme pour le producteur. La possibilité de faire des études, de voyager ou de travailler dans l'un des 27 pays membres de l'Union. Des choses que nous prenons aujourd'hui pour évidentes.

Parallèlement, des mesures drastiques s'imposent en Europe pour faire face à la crise économique. Des réformes structurelles sont nécessaires pour donner naissance à une Europe plus compétitive et résolument orientée vers l'avenir. Les finances publiques ont besoin d'être assainies, des règles mises en place pour contrecarrer des prises de risques irresponsables dans le secteur financier. Sujets que le gouvernement abordera dans ses discussions sur l'instauration d'une union bancaire

et un approfondissement d'une union économique et financière.

Il est dans l'intérêt aussi bien de la Suède que de l'Europe que les écarts existant entre les pays de la zone euro et les autres membres de l'Union ne s'accroissent pas. Si le gouvernement est fondamentalement favorable à ce que la Suède s'associe et participe de manière active aux processus à engager pour faire avancer la coopération européenne, il part du principe que les finances publiques, l'emploi et la croissance de la Suède doivent être préservés.

Nous entendons également renforcer la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) au sein de l'Union. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons surmonter les défis mondiaux majeurs.

Les droits de l'homme doivent être respectés, dans l'Union, par l'ensemble des membres pays membres et candidats.

Notre Europe est une Europe ouverte, pour de nouveaux membres également. Voilà pourquoi, notamment, nous apportons notre soutien aux négociations d'adhésion de l'Islande et de la Turquie.

Le partenariat oriental est important dans la mesure où il vient en aide au processus de réforme des pays de l'Europe de l'Est. Le tournant négatif pris par certains pays, avec une réduction de la liberté d'action de l'opposition politique, est inquiétant. La Suède, avec l'Union européenne, continue d'œuvrer en faveur de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans ces pays.

Les évènements d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont apporté, pour la première fois, le vent de la liberté à des millions d'êtres humains. Si le chemin conduisant à des sociétés démocratiques viables est encore long et difficile, il va sans dire que les Égyptiens, les Tunisiens et les Libyens n'entendent pas faire demi-tour. La Suède et l'Union européenne continueront d'apporter leur soutien à cette transformation et de cautionner ce passage historique à la démocratie.

Les évènements de Syrie, avec le développement d'une guerre civile et des milliers de victimes civiles, sont inacceptables. Le régime d'Assad doit quitter le pouvoir pour permettre le passage à une solution pacifique. La Suède fera ce qu'elle peut pour apporter, par le biais de son aide humanitaire, son soutien à une population durement éprouvée

Notre engagement en faveur d'une coexistence pacifique de deux États, israélien et palestinien, se poursuit.

En Afghanistan, la Suède poursuit son engagement – à la fois ambitieux et sur le long terme - en faveur de la paix et du développement, engagement reposant sur un large consensus au sein du Parlement.

La Suède doit avoir une politique efficace et généreuse d'aide au développement. Cette aide doit permettre aux plus démunis de pouvoir améliorer leurs conditions de vie et de soutenir leur lutte pour la démocratie et les droits de l'homme. La Suède jouera un rôle majeur dans les actions liées aux objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies.

Monsieur le Président,

Un nouveau monde se met en place. Un monde où une compétitivité accrue pose des exigences de plus en plus élevées sur l'aptitude de la Suède à se reconvertir. Voilà pourquoi nous franchissons de nouveaux pas pour renforcer la position de la Suède

devant les défis qui l'attendent. Nous investissons dans les impératifs de la croissance : infrastructures, recherche et innovation, entrepreneuriat, enseignement et logement.

Parallèlement, nous investissons dans la cohésion sociale et le bien-être : dans les services médicaux et sociaux, dans les suppléments d'allocations alloués aux plus défavorisés, dans l'intégration et l'égalité des chances, enfin dans la lutte contre la criminalité.

Nous continuons également de prendre nos responsabilités pour les finances publiques de notre pays. L'Europe qui nous découvrons autour de nous est une Europe délabrée se battant contre des déficits énormes et des dettes démesurées, contre le chômage et une croissance en perte de vitesse. Cette réalité n'est pas celle de la Suède, et ne le sera pas.

Dans ce monde incertain, la Suède croit en l'avenir. Nous sommes en mesure d'investir largement dans la Suède et sa cohésion sociale. Une politique économique responsable en faveur du plein-emploi nous donne des possibilités. Elle nous permet de relever les défis à venir avec engagement, énergie et une politique clairement orientée sur les emplois d'avenir. Dans un monde en transformation, le

présent gouvernement est la garantie d'un développement dans la sécurité. Un développement donnant l'espoir d'un avenir meilleur pour tous, partout dans notre pays. Ensemble, nous participerons à l'édification d'une Suède toujours meilleure.



REGERINGEN

Gouvernement suédois

SE-103 33 Stockholm, +46 8 405 10 00

www.sweden.gov.se